SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Au 2ème trimestre 2026, une économie nationale dégradée et un marché du travail régional impacté

NOVEMBRE 2026



En bref…

L'économie française marque le pas avec une croissance nulle au 2ème trimestre 2026 (+0%). La croissance est soutenue par une demande intérieure timide et une reprise ponctuelle du commerce extérieur. Les climats des affaires, de l'emploi et des ménages sont dégradés.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'évolution de l'activité a été irrégulière, mais affiche une légère progression sur l'ensemble de la période dans tous les grands secteurs. L'industrie a légèrement progressé, les services marchands ont conservé une tendance haussière et le bâtiment a rencontré des trajectoires opposées entre le gros œuvre en recul et le second œuvre en croissance modérée.

Du côté de la dynamique entrepreneuriale, les créations d'entreprises progressent moins rapidement (+1,6%) tandis que les défaillances s'accentuent (+5,8%). Le chiffre d'affaires des entreprises continue d'augmenter (+2%), tout comme l'investissement des entreprises (+5%). À l'inverse, le commerce extérieur ralentit (+0,9% après +3,4%).

L'emploi salarié stagne au 2ème trimestre (+0%). Tertiaire marchand (+0,1%) et emploi intérimaire (+0,3%) sont les grands secteurs qui s'en sortent le mieux. L'industrie (-0,3%) et la construction (-0,5%) se portent moins bien. **Cette stagnation masque une tendance annuelle légèrement négative (-0,1%) : depuis le 2ème trimestre 2025 la région ne connaît plus de croissance de l'emploi salarié.**

L'augmentation du taux de chômage accélère au 2ème trimestre, au même rythme que l'évolution nationale (+0,2 point après +0,1 point à l'hiver). Il s'élève à 7,2% de la population active contre 8,1% en France métropolitaine. Tous les départements de la région sont concernés par cette accélération.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de +1% ce trimestre (contre +1,3% au niveau national), une évolution à rebours du trimestre précédent (-0,4%). Ces chiffres sont toujours influencés par la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les changements des règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions.

Chiffres clés en Auvergne-Rhône-Alpes

	3 263 280 Emplois salariés (en juin 2026)	7,2% Taux de chômage (de la population active au 2ème trimestre 2026)	640 790 demandeurs d'emploi (en catégorie ABC au 2ème trimestre 2026)
Évolution sur un trimestre (T2 2026 / T1 2026)	→ +0% (-0,1% en France)	↗ +0,2 point (+0,2 pt en France)	↗ +1% (+1,3% en France)
Évolution depuis un an (T2 2026 / T2 2025)	↘ -0,1% (-0,3% en France)	↗ +0,7 point (+0,7 pt en France)	↗ +2,7% (+3,2% en France)

Zoom sur… le surendettement en région et en France

Les données sociales constituent un complément essentiel aux données de l'emploi pour apprécier l'état de la conjoncture économique. Elles permettent notamment de mesurer les répercussions de la situation économique sur les conditions de vie de la population et des ménages. Plusieurs indicateurs sont utiles : ceux relatifs au pouvoir d'achat et à la consommation (évolution des salaires réels, pouvoir d'achat du revenu disponible brut, consommation des ménages), ceux portant sur la précarité et les prestations sociales (nombre d'allocataires du RSA, prime d'activité, minima sociaux), ceux évaluant les difficultés matérielles (dossiers de surendettement, impayés de loyers, difficultés de paiement) et enfin ceux mesurant la pauvreté et les inégalités (taux de pauvreté monétaire, niveau de vie médian). Certains renseignent sur la conjoncture à court terme et d'autres mesurent l'ampleur et les effets durables d'une situation.

+16 %
de dépôts de dossiers de surendettement en Auvergne-Rhône-Alpes au 1er semestre 2026 (+12 % en France)

9 197
dossiers déposés en Auvergne-Rhône-Alpes au 1er semestre 2026 (82 938 en France)

241
dossiers déposés pour 100 000 habitants à fin juin 2026 (260 en France)

Le surendettement est un indicateur révélateur des difficultés financières des ménages. Il désigne la situation d'une personne physique qui ne parvient plus à faire face à ses dettes (crédits, charges courantes). Ces personnes sont fréquemment victimes d'accidents de la vie (perte d'emploi, santé, séparation) et font face à des contraintes budgétaires persistantes devenues insurmontables. Elles peuvent alors demander l'ouverture d'une procédure de traitement de leur situation de surendettement auprès de la commission de surendettement de leur département. La Banque de France assure le secrétariat des commissions : elle étudie les dossiers, s'attache à trouver une solution adaptée et présente les dossiers à la commission. **C'est un indicateur intéressant, dans la mesure où il apporte un éclairage sur la dégradation de l'emploi, la perte de pouvoir d'achat, le ralentissement de la consommation ou encore le poids de l'endettement.**

Sur le 1er semestre 2026, les dépôts de dossiers de surendettement ont progressé de +16 % en Auvergne-Rhône-Alpes avec 9 197 dossiers déposés contre +12 % pour la France (82 938 dossiers déposés). Malgré cette progression plus marquée, la région apparaît encore un peu moins exposée aux situations de surendettement que la France avec 241 dossiers déposés pour 100 000 habitants en Auvergne-Rhône-Alpes à fin juin 2026 contre 260 pour la France.

Le profil des ménages est marqué par la précarité sociale (surreprésentation des familles monoparentales, des personnes locataires ou hébergées, sans emploi) et financière (près de deux tiers des personnes surendettées ont des revenus d'activité inférieurs au 1er décile des revenus de la population française). En 2025, le surendettement touchait principalement les personnes âgées de 25 à 55 ans (plus de 2/3 des dossiers alors que cette population représente 46 % de la population française). Toutefois, les dépôts de dossiers sont en forte progression chez les jeunes de 18 à 29 ans : +36 % en 2025 sur la France avec 17 087 dossiers déposés. Ainsi cette tranche d'âge représentait, fin 2025, 12% des dossiers déposés contre 10% en 2024 et seulement 6% en 2022. À noter que cette tranche d'âge représente 14% de la population française selon l'Insee.

Le surendettement permet donc de mesurer l'intensité des difficultés financières rencontrées par les ménages les plus fragiles. **Toutefois, il est à utiliser avec prudence, dans la mesure où il concerne une part limitée de la population et car cet indicateur intervient à un stade avancé des difficultés économiques.**

Zoom rédigé en collaboration avec la Banque de France.

1 LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

L'économie française marque le pas au 2ème trimestre 2026, ralentie par un contexte préoccupant

Après un hiver marqué par une décroissance inédite depuis la crise sanitaire (-0,2%), le PIB est stable au printemps 2026 (+0%).

Ceci s'explique par les retournements simultanés de la demande intérieure finale qui reste timide (+0,2 point après -0,3) et du commerce extérieur (+0,6 point après -0,9). Concernant la demande intérieure, la consommation des ménages a décrit un dynamisme inattendu (+0,3%), portée par l'augmentation de la consommation en biens d'équipement (+2,8%). Quant au commerce extérieur, il a été dopé par le rebond des exportations (+2,9% et +5,9 points) notamment aéronautiques, et des importations (+1,1% et +1,7 points). En contrepartie, les stocks ont logiquement reculé (-0,7% et -1,6 points).

Contributions à la croissance	T2 2026	T1 2026	T4 2025
Demande intérieure finale hors stocks	0,2	-0,3	0,2
Variations de stocks	-0,7	0,9	-0,5
Commerce extérieur	0,6	-0,9	0,6
Croissance du PIB	**0**	**-0,2**	**0,3**

Contributions en points / croissance en %.
Source : Insee.

L'activité économique demeure grippée dans l'essentiel des branches : industrie manufacturière (+0,3% et -0,2 point), services marchands (+0,3% et +0 point), construction (-0,6% et +1,3 points) et agriculture (-3,1% et -0,6 point). Du côté des données qualitatives de l'INSEE qui mesurent le moral des acteurs économiques et des ménages, **les indicateurs de climat ont connu un trou d'air au mois de mai.** Le climat des affaires y a atteint son niveau le plus bas depuis juillet 2024, lié notamment au contexte géopolitique et économique incertain, aux tensions inflationnistes et à la faiblesse de la consommation. Le climat de l'emploi a lui aussi atteint son niveau le plus bas depuis fin 2013 (hors crise sanitaire), en raison de la faiblesse de l'activité et de la demande qui restreint les perspectives d'embauches. Enfin, le climat des ménages est on ne peut plus pessimiste, s'effondrant de 10 points entre février et mai et renouant avec les niveaux de 2022-2023.

Depuis mars, le niveau de l'inflation a brusquement augmenté pour atteindre un record depuis début 2024 au mois de mai (+2,4%). Les prix du carburant, du fioul et du gaz de chauffage, l'augmentation des prix du transport aérien, ainsi que les fins de la baisse du tarif de l'électricité et de la concurrence tarifaire dans la téléphonie mobile, peuvent y être corrélés.

Au 2ème trimestre 2026, on souligne donc la présence d'un contexte dégradé par l'incertitude et l'élargissement progressif de l'inflation, qui n'encourage pas les investissements des entreprises et ne favorise pas la consommation des ménages.

Pour en savoir plus : Insee, Note de conjoncture – Septembre 2026

Vers une croissance modérée en 2026, avant les rebonds de 2027 et 2028

Déjà amputée en juin, la croissance a une nouvelle fois été révisée à la baisse (-0,1 point) en septembre pour atteindre un total de +0,4% en 2026. En cause, un premier trimestre de l'année terne, la faible progression de la consommation des ménages qui commencent à puiser dans leur épargne, tout comme l'investissement privé peu dynamique, notamment pour les entreprises qui restent attentistes au regard du contexte d'instabilités. Bien qu'en redressement, le commerce extérieur contribuerait de façon limitée à la croissance d'ensemble.

Plusieurs risques entourent ces prévisions basées sur un recul des prix du pétrole au 3ème trimestre 2026 : les trajectoires des prix de l'énergie, les effets des chocs sur le commerce international et le niveau d'incertitude. Dans les cas inverses, c'est le prix du baril qui servirait d'indicateur pour mesurer l'ampleur de la dégradation, toutefois moins importante que celle envisagée en juin (132 dollars au maximum contre 166 initialement évoqués). Dans les scénarii défavorables à très défavorables, la croissance ralentirait dès 2026 ou à partir de 2027, sans que la France connaisse une récession. L'inflation oscillerait quant à elle entre 2,4 et 3%.

Au deuxième trimestre 2026, la croissance s'est maintenue dans la zone euro (+0,3%), bien aidée par la reprise de la vigueur en Allemagne (+0,3%) et la trajectoire de l'Espagne (+0,7%). La France est isolée de cette dynamique (voir encadré). Ailleurs, l'économie britannique a connu un début d'année tonique (+0,4% après +0,6%), tandis que la Chine a marqué le pas enregistrant sa plus faible progression trimestrielle depuis 2022 (+0,9%) et que les États-Unis ont bien résisté au choc énergétique (+0,5% après +0,4%). D'après les perspectives, les États-Unis conserveraient le même rythme en 2026 qu'en 2025 (+2,1%), la Chine ralentirait (+4,5% après +5,1%), tandis que le Royaume-Uni resterait quasi-stable (+1,2% après +1,3%).

Pour 2027 et 2028, il semblerait que l'économie française connaisse un rebond avec des taux de croissance respectifs de +0,9% et +1,2%. Le recul des prix de l'énergie, la contribution du commerce extérieur dopée par la demande mondiale adressée à la France et une amélioration progressive du pouvoir d'achat de la masse salariale permettraient de dépasser les contraintes du contexte international et des prochaines échéances budgétaires et électorales.

Encadré n°1 : À mi-année, la France est décrochée du reste de l'Europe

En dépit du choc énergétique, les quatre principales économies de la zone euro ont enregistré une croissance moyenne de +0,3% sur le semestre. L'Allemagne a retrouvé de la vigueur (+0,4% et +0,3%), l'Italie maintient une cadence (+0,3% et +0,2%), tandis que l'Espagne poursuit sa dynamique (+0,6% et +0,7%). Seule la France, dont tous les moteurs de la demande intérieure (consommation, carnets de commandes de certains secteurs) sont en panne, marque le pas (-0,2% et +0%). L'inflation qui devrait ensuite repartir à la hausse au second semestre toucherait les pays de façon différenciée, sans bloquer pour autant l'activité en Europe. Les coûts de production, les prix à la consommation des produits non énergétiques et le pouvoir d'achat des ménages seraient certes impactés, mais l'activité au ralenti à l'été (+0,2%) retrouverait un peu de vigueur à l'automne (+0,3%). La croissance allemande n'y serait pas étrangère, tandis que la France resterait la moins dynamique des quatre grandes économies de la zone euro.

Pour en savoir plus sur la situation française : Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France - Septembre 2026

Éclairage régional

Une activité régionale heurtée durant le 2ème trimestre 2026 mais finalement en légère progression sur la période

Selon les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **l'activité économique régionale a été irrégulière sur le 2ème trimestre, mais s'inscrit au final en légère progression sur l'ensemble de la période dans tous les grands secteurs d'activité.**

La production industrielle régionale a globalement légèrement progressé sur le 2ème trimestre 2026. Les segments de la fabrication de produits informatiques et électroniques, et de la fabrication de matériels de transports ont été les mieux orientés alors que ceux de l'industrie agroalimentaire ou de l'industrie pharmaceutique ont enregistré un repli. Le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement progressé mais reste en deçà de sa moyenne de longue période. Par ailleurs, les effectifs se sont contractés dans la plupart des secteurs. Dans tous les segments, les prix des matières premières ont été en hausse, souvent sensible. Cependant, la répercussion sur les prix de vente n'a été que partielle. Enfin, les carnets de commandes restaient un peu étroits même s'ils se sont raffermis, tandis que les stocks demeuraient faiblement excédentaires.

Dans les services marchands, l'activité a été heurtée sur la période mais a conservé au final une tendance légèrement haussière à la faveur d'un mois de juin dynamique. Cette tendance a été observée dans chacune des branches d'activité, à l'exception de la restauration en repli sur tout le trimestre. Les effectifs sont dans l'ensemble stables. Les prix de vente ont à nouveau progressé, notamment dans le transport routier de fret et les activités informatiques.

L'activité a été globalement stable dans le bâtiment sur l'ensemble du 2ème trimestre 2026, mais avec des trajectoires opposées entre les 2 segments d'activité. Dans le gros œuvre, l'activité s'est de nouveau contractée et les carnets de commandes demeuraient dégradés. Dans ce contexte, les prix des devis ont reculé. Les effectifs ont toutefois été maintenus. Le second œuvre a en revanche conservé une dynamique de croissance modérée portée par des carnets de commandes satisfaisants. En outre, les prix ont légèrement augmenté.

Dans les travaux publics, l'activité s'est inscrite en nouvelle baisse sous l'effet notamment d'une demande publique atone. Les carnets de commandes étaient jugés faibles. Les effectifs ont néanmoins été maintenus. Les prix des devis ont été tirés à la baisse par le manque d'activité attisant la concurrence.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes - Avril, Mai, Juin 2026

Le chiffre d'affaires des entreprises privées continue d'augmenter en région dans un climat économique morose

Le chiffre d'affaires des entreprises privées de la région progresse sur un an (+2% après +0,8%), mais toujours à distance de la tendance nationale (+5,6%). Il représente près de 142 989 millions d'euros en cumul annuel.

Dans le détail, on note une croissance régionale des chiffres d'affaires pour tous les secteurs à l'exception de l'*Industrie manufacturière* (+0%). À noter que par rapport au trimestre dernier, les évolutions de la *Construction* (+1,2% et +2,7 points) et du *Transport et entreposage* (+5,8% et +7,1 points) se démarquent.

Chiffre d'affaires	Montant 2ème trimestre 2025 (en M€)	Montant 2ème trimestre 2026 (en M€)	Évolution annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	**140 136**	**142 989**	**2,0%**
Total France	1 693 065	1 788 426	5,6%

Chiffre d'affaires	Montant 2ème trimestre 2025 (en M€)	Montant 2ème trimestre 2026 (en M€)	Évolution annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	**140 136**	**142 989**	**2,0%**
Industrie manufacturière	33 327	33 313	0,0%
Construction	12 292	12 445	1,2%
Commerce	45 133	46 057	2,0%
Activités financières	7 090	7 231	2,0%
Transport et entreposage	6 294	6 656	5,8%
Hébergement et restauration	3 493	3 552	1,7%

Chiffre d'affaires	Montant 2ème trimestre 2025 (en M€)	Montant 2ème trimestre 2026 (en M€)	Évolution annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	**140 136**	**142 989**	**2,0%**
Ain	8 715	8 714	0,0%
Allier	3 943	3 840	-2,6%
Ardèche	2 831	2 854	0,8%
Cantal	1 364	1 353	-0,9%
Drôme	7 398	7 535	1,8%
Isère	18 480	18 748	1,4%
Loire	9 643	10 001	3,7%
Haute-Loire	2 387	2 516	5,4%
Puy-de-Dôme	10 054	10 155	1,0%
Rhône	55 180	56 463	2,3%
Savoie	6 697	6 892	2,9%
Haute-Savoie	13 443	13 919	3,5%

Source : DRFIP Ecoviz. Données cumulées du 31 mars au 30 juin.

Sur le plan territorial, seuls l'Allier (-2,6%) et le Cantal (-0,9%) connaissent une baisse des chiffres d'affaires enregistrés au 2ème trimestre, liée majoritairement à la forte décroissance des *Activités financières* (-14,4%) dans le premier cas et des *Industries manufacturières* dans le second (-1,8%). Huit départements poursuivent leurs dynamiques ce trimestre (Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie, Haute-Savoie), allant de +1 point (Puy-de-Dôme) à +5,4 points (Haute-Loire) comparé au trimestre précédent. Parmi les évolutions remarquables, on note surtout les décroissances fortes des *Activités financières* dans l'Allier, en Ardèche et dans la Drôme, les croissances du *Transport et entreposage* en Haute-Loire, Savoie et Haute-Savoie et celle de l'*Hébergement et restauration* en Haute-Loire, Savoie et Haute-Savoie. À noter que l'industrie se contracte dans le Rhône (-9,6%) et l'Ain (-4,4%).

En parallèle de la baisse des heures rémunérées ce trimestre (-0,5%), **cette augmentation du chiffre d'affaires régional peut traduire une augmentation des prix de vente, le décalage entre facturation et production ou encore l'ajustement des effectifs et du volume de travail des entreprises dans un contexte actuel plus difficile.**

L'investissement des entreprises privées repart à la hausse au 2ème trimestre (+5% après -4,5%), de façon plus vive qu'au niveau national (+2,6%). La DRFIP souligne « une hausse de l'investissement dans les principaux secteurs d'activité, ainsi qu'une contraction dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques ». **Enfin, on note que le commerce extérieur ralentit en région (+0,9% après +3,4%).** D'après la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale en Auvergne-Rhône-Alpes (CCIR), la baisse des exportations régionales vers le Proche et Moyen-Orient est compensée par les exportations vers l'Europe.

À noter enfin que, d'après le dernier rapport semestriel de conjoncture de la CCIR paru en septembre, 39% des TPE-PME déclarent avoir des difficultés de trésorerie (+9 points en six mois). Cette situation s'inscrit dans un climat économique morose marqué par un manque de confiance des TPE-PME régionales. 81% d'entre elles déclarent en effet ne pas avoir confiance en la situation économique.

L'évolution du tissu régional d'entreprises

Le nombre de créations d'entreprises régionales augmente plus lentement au 2ème trimestre 2026

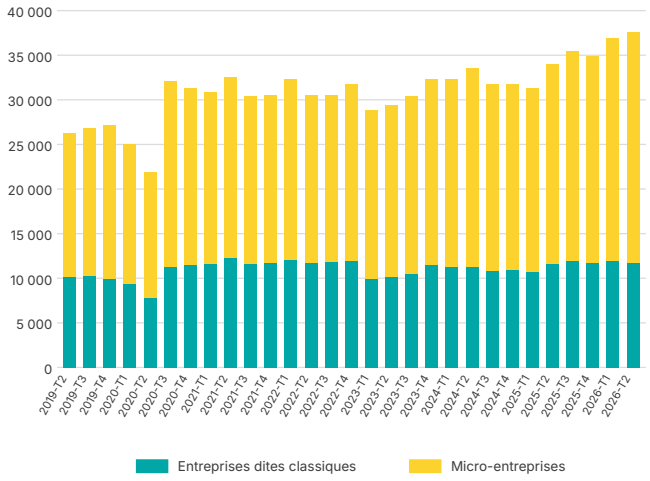
Au deuxième trimestre 2026, les créations d'entreprises croissent plus lentement qu'au trimestre précédent (+1,6%) avec 586 nouvelles structures. Cette croissance provient majoritairement des micro-entreprises (+3,4%), particulièrement dans les services (+5,7%) et la construction (+4,4%). Les entreprises classiques continuent à osciller (-2,2% après +2,2%) avec des baisses ce trimestre dans tous les grands secteurs (Industrie, Construction, Commerce et Services).

Sur un an, les créations d'entreprises sont en hausse (+10,2%), pour les entreprises classiques (+0,6%) comme pour les plus petites (+15,2%). Ces évolutions demeurent nettement moins importantes qu'avant la crise sanitaire (+36,2%). Cette tendance de fond illustre la dynamique de l'entrepreneuriat qui peut être vue comme une solution dans un contexte de ralentissement du marché du travail. Une dynamique majoritairement palpable dans le secteur des services (+20,8% chez les micro-entrepreneurs).

Dans le détail, les *Activités scientifiques et techniques*, les *Activités de soutien aux entreprises*, le *Commerce de détail* et la *Construction* sont celles qui enregistrent le plus grand nombre de créations d'entreprises. Par poste[1], on compte toujours le nettoyage courant des bâtiments (810), les activités de postes et de courrier (580), et le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (559).

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements) ; Données trimestrielles CVS

[1] Chiffres issus de l'enquête BPI France sur la création d'entreprise en Auvergne-Rhône-Alpes datant de juin 2026.

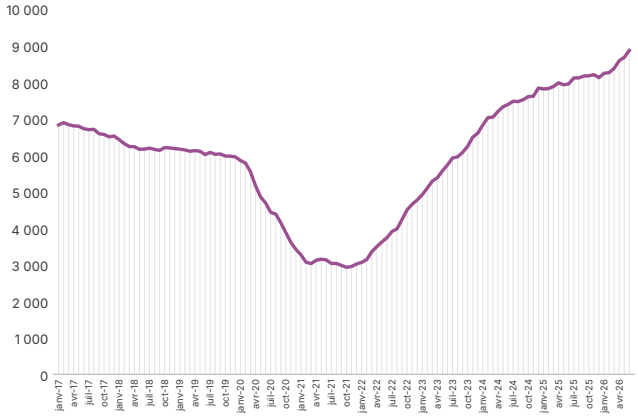
Le nombre de défaillances d'entreprises s'accentue au 2ème trimestre

Le nombre de défaillances d'entreprises en région s'accentue au 2ème trimestre 2026 (+5,8% après +3,2%). La région en a enregistré 8 869 entre juillet 2025 et juin 2026. Il augmente considérablement dans l'*Hébergement et la restauration* (+6,8%), les *Activités financières et d'assurance* (+8,7%), la Construction (+9,5%) et les *Activités immobilières* (+17,5%).

À l'échelle nationale, le rythme des défaillances s'est stabilisé (+5,1%). En juin 2026, ce sont surtout les ETI-Grandes entreprises (+18,5%) et les TPE (+11,9%) qui contribuent à cette augmentation. Par rapport à mars, l'évolution la plus marquée revient aux moyennes entreprises (+4,8 points), tandis que les défaillances concernant les TPE sont orientées à la baisse (-2,1 points).

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées en cumul sur un an



Source : Insee, Défaillances d'entreprises ; Données trimestrielles en cumul brut glissant sur 12 mois

Sur un an, le nombre de défaillances continue d'accélérer (+11,5% après +9,1%). Il reste nettement supérieur à son niveau d'avant la crise sanitaire (+45,9%), témoin de l'état dégradé du marché du travail. On note les croissances marquées de l'*Industrie, l'Hébergement et la restauration*, des *Activités immobilières*, du *Soutien aux entreprises* et de l'*Enseignement, Santé, Action sociale et services aux ménages*.

L'augmentation des défaillances concerne presque la totalité des départements. Les progressions les plus marquées se situent dans le Puy-de-Dôme, la Savoie et la Haute-Loire. L'Ain et le Cantal reculent[2]. Ce phénomène national serait à rattacher au contexte international au Moyen-Orient et à une inflation élevée freinant la reprise de la consommation.

Encadré n°2 : Créations et défaillances d'entreprises, des augmentations simultanées pas anodines

En ce deuxième trimestre 2026, on observe simultanément une augmentation de +10,2% des créations d'entreprises et +11,5% des défaillances d'entreprises sur un an. Plutôt que de lire ces évolutions de façon isolée, il est pertinent de les joindre. En effet, cette double trajectoire évoque : le renouvellement du tissu économique avec de nouvelles immatriculations et la disparition de certaines, la difficulté de rentabilité pour certaines entreprises déjà installées et la nécessité de peu de capitaux pour lancer une activité, qui ne garantit par la suite ni la pérennité ni la création d'emplois. L'évaluation du dynamisme entrepreneurial nécessite donc une approche plus globale, reposant sur plusieurs critères : l'analyse des départements qui portent la progression, le lien avec le taux de chômage, les retombées économiques effectives (embauches et chiffre d'affaires) et surtout la pérennité des nouvelles structures à 3 et 5 ans. **Aujourd'hui, la hausse des créations d'entreprises traduit surtout une intensification de l'initiative entrepreneuriale (micro-entreprise) corrélée à la dégradation de l'activité économique et du chômage, plutôt qu'une réelle accélération de l'investissement productif.**

[2] + 24 % : Les défaillances d'entreprises en hausse dans la région. https://www.lyoncapitale.fr/actualite/24-les-defaillances-d-entreprises-en-forte-hausse-en-auvergne-rhone-alpes

2 L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

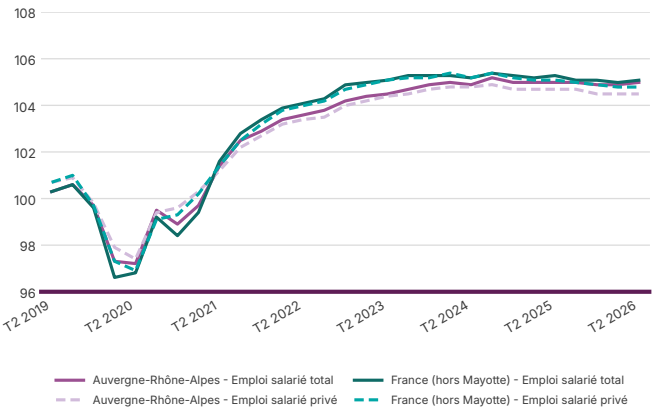
Les effectifs salariés régionaux restent stables au 2ème trimestre 2026

Comme cet hiver, l'emploi reste stable (+0%) tandis qu'il a légèrement diminué en France (-0,1%). L'emploi public connaît une très légère hausse (+0,1% et 581 emplois) tandis que le secteur privé stagne (+0%).

Ce constat masque une tendance de fond défavorable. Sur un an[3], l'emploi salarié recule en Auvergne-Rhône-Alpes comme à l'échelle nationale (respectivement -0,1% et -0,3%). Cette évolution confirme l'essoufflement durable de l'emploi qui n'a plus progressé depuis plus d'un an, c'était au 2ème trimestre 2025.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 2ème trimestre 2018



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre.

Dans ce contexte où la situation économique est incertaine et le marché du travail dégradé, l'emploi intérimaire progresse légèrement (+0,3% après -0,1%). En effet, il constitue souvent une possibilité d'ajustement pour les entreprises dans un contexte d'incertitude. Il représente l'équivalent de 103 335 emplois et il est surtout mobilisé par la Construction (8,3%) et l'Industrie (6,9%), en baisse dans les deux cas (-1,8% et -0,6%). Le taux de recours en région (3,2%) diminue légèrement comparé à l'année précédente (-0,1%).

Dans le détail, seul le tertiaire marchand décrit une légère croissance de l'emploi au 2ème trimestre 2026 (+0,1%). L'emploi dans l'Industrie (-0,3% et +0 point) et la Construction (-0,5% et -0,2 point) continue de décroître. Le tertiaire non marchand continue de croître dans des proportions infimes (+0,1% après +0,1% et +589 emplois). Dans l'industrie, les difficultés en matière d'emplois sont illustrées par le retournement des *Fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* (-0,3% après +0,2%) et les pertes d'emplois dans la *Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de fabrication de machines* (-0,5% après -0,4%). Le secteur de l'énergie semble conserver une dynamique de recrutement (+0,5% après +0,4%), mais dans des proportions relatives (+297 emplois).

Dans les services, la décroissance se poursuit dans les *Activités immobilières* (-0,5% après -0,6%) et émerge dans les *Activités financières et d'assurance* (-0,2% après +0,1%). On note également l'effet de saisonnalité pour l'*Hébergement et restauration* (+0,5% après +0,1%) et une reprise de dynamique pour le *Transport et entreposage* (+0,2% après -0,3%) pour la première fois depuis mi-2024.

Sur un an, l'emploi salarié reste supérieur de +5,3% à l'avant crise sanitaire.

[3] Si la synthèse de conjoncture met en avant l'évolution trimestrielle, l'évolution annuelle permet tout de même d'obtenir une meilleure lisibilité de la tendance de fond. En effet, les évolutions trimestrielles sont plus volatiles, soumises à des « bruits » de court terme. La mobilisation d'une donnée corrigée des effets de saisonnalité permet tout de même de lire une évolution entre deux trimestres.

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Section rédigée par l'URSSAF

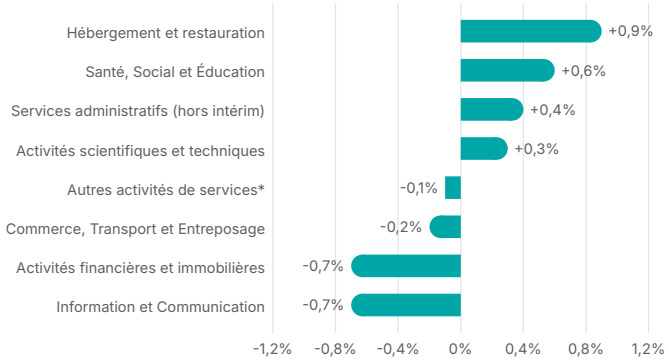
L'écart se creuse en termes de dynamiques d'emplois entre les services et l'industrie

Les effectifs salariés privés du tertiaire (hors intérim) progressent très légèrement sur un an en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,1%). Quatre secteurs affichent des créations de postes. Les hausses les plus marquées concernent l'*Hébergement et restauration* (+0,9%) et la *Santé, Social et Éducation* (+0,6%), avec plus de 1 500 postes créés dans chacun des secteurs. Dans ce dernier, les créations se concentrent dans les activités pour la santé humaine ainsi que dans l'hébergement médico-social et social (+2 030 postes au total) tandis que l'enseignement recule (-710 postes).

À l'inverse, le secteur de l'*Information et Communication* poursuit son repli (-0,7%, soit 680 postes en moins) en particulier dans les télécommunications. Les *activités financières et immobilières* enregistrent désormais une baisse de -0,7%. Le *Commerce, Transport et Entreposage*, qui concentre un tiers des emplois salariés du tertiaire privé régional, connaît une baisse moins marquée (-0,2% soit 1 110 postes perdus), principalement sous l'effet des reculs constatés dans les activités de poste et de courrier ainsi que dans le commerce de gros (hors automobile).

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les *services* en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

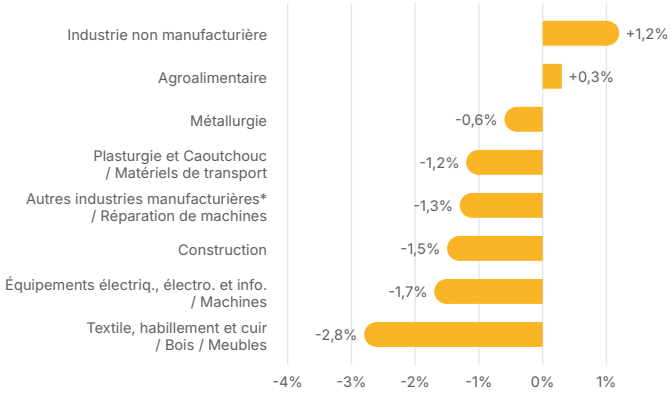
Dans l'industrie, les effectifs salariés privés en Auvergne-Rhône-Alpes accentuent leur repli sur un an (-0,9%), avec 4 560 postes supprimés. Le recul est plus marqué dans le *Textile, habillement et cuir, bois, meuble* (-2,8%), où toutes les activités sont orientées à la baisse, notamment la *Fabrication de textiles* (-390 postes) et l'*industrie du cuir et de la chaussure* (-290 postes).

Les *Équipements électriques, électroniques et informatiques, machines*, perdent également 1 510 postes (-1,7%), principalement dans la fabrication de machines et d'équipements. Les *Autres industries manufacturières*, réparation de machines reculent aussi (-1,3 %, soit -1 140 postes), sous l'effet du repli de l'industrie chimique (-790 postes). À l'inverse, les *Industries non manufacturières* (+1,2%) et *Agroalimentaires* (+0,3%) demeurent en croissance, portées par les activités de Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (+420 postes) ainsi que par la Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération (+240 postes).

La *Construction* poursuit son recul au même rythme (-1,5%), entraînant la suppression de 3 060 postes. Les pertes se concentrent dans les activités de travaux de construction spécialisés et dans le génie civil.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'*industrie* et la *construction* en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

La stabilisation de l'emploi salarié dans les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes

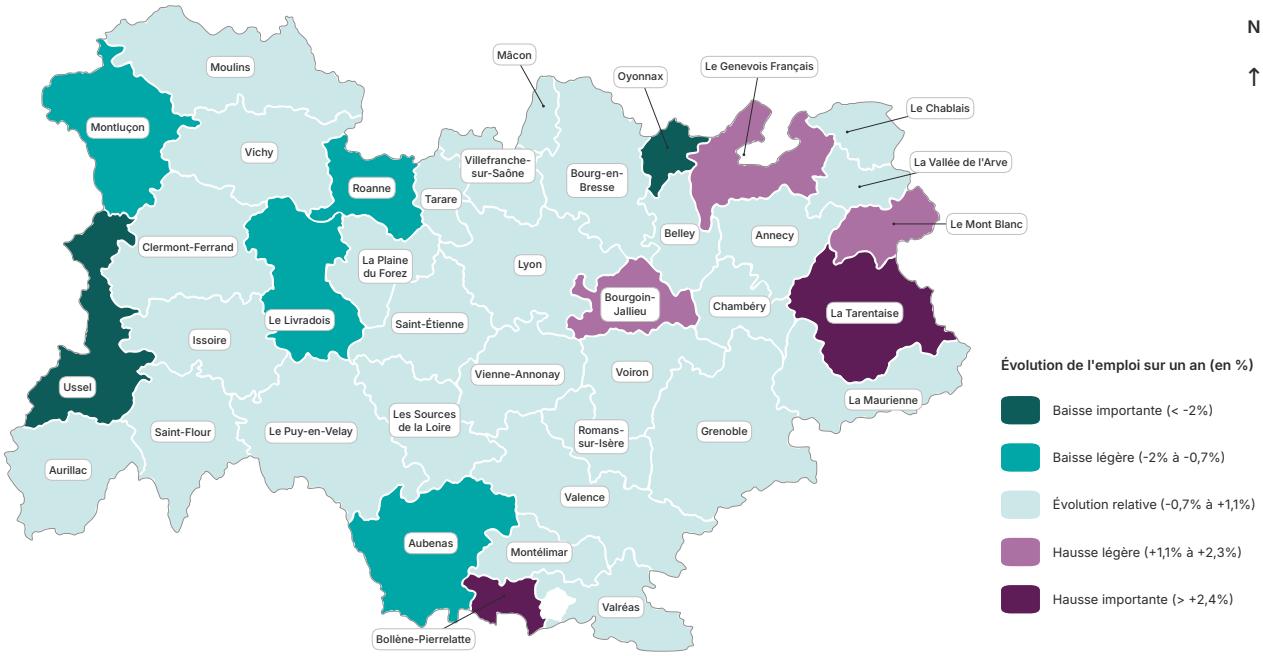
L'emploi salarié privé évolue peu dans les différentes zones d'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes, au 2ème trimestre 2026 (+0,1% après +0,3% en moyenne). Au printemps, 17 zones d'emploi connaissent une augmentation des effectifs (contre 25 au trimestre précédent) et seulement six d'entre elles enregistrent une croissance supérieure à +1% (La Maurienne, Le Genevois Français, Le Mont Blanc, Bourgoin-Jallieu, Bollène-Pierrelatte et la Tarentaise). À l'inverse, 20 zones d'emploi connaissent une diminution (contre 14 cet hiver). L'écart entre la croissance et la décroissance les plus fortes diminue ce trimestre (passage de 7,4% à 6,9%, soit 0,5 point). Toutefois une majorité de zones d'emploi connaissent une évolution relative, elles sont 28 à connaître une évolution entre -0,7% et +1,1% de l'emploi salarié. La médiane des évolutions ce trimestre se situe quant à elle à -0,1% (contre +0,3% au trimestre précédent), ce qui illustre tout de même une trajectoire à tendance négative.

Parmi les évolutions remarquables, on note les croissances fortes de la Tarentaise (+3,7% et + 3,1 points) et Bollène-Pierrelatte (+3,7% et -0,7 point), de Bourgoin-Jallieu (+2,3% et +0,6 point), les diminutions notables d'Aubenas (-0,8% et -1,6 points), de Vienne-Annonay (-0,5% et -1,5 points) et d'Oyonnax (-3,2% et -1,2 points) et le ralentissement de Belley (+0,3% et -1,6 points). Pour Bollène-Pierrelatte, certaines explications peuvent se situer dans l'effet moteur joué par la filière nucléaire et les besoins ponctuels liés aux travaux de maintenance ou encore aux effets d'entraînement chez les sous-traitants, tandis que pour la zone d'emploi de Bourgoin-Jallieu la dynamique trimestrielle peut être corrélée avec la reprise de l'emploi dans le transport-entreposage. Parmi les grandes agglomérations, la dynamique semble toujours au ralenti à Lyon (-0,3%), Grenoble (-0,3%) et Clermont-Ferrand (-0,6%). Seules les zones d'emploi de Saint-Étienne (+0,1%) et Annecy (+0,4%) croissent. Les croissances régionales majeures ce trimestre appartiennent à La Tarentaise et Bollène-Pierrelatte (+3,7%) et Bourgoin-Jallieu (+2,3%), tandis que les zones d'emploi d'Ussel (-2,2%) et d'Oyonnax (-3,2%) apparaissent toujours « en souffrance ». L'évolution de La Tarentaise peut s'expliquer par la saisonnalité touristique (pré-saison avril-mai ou recrutements printemps-été).

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salarié privé des zones d'emploi demeure en moyenne supérieur de +4,7% à celui de 2019. Les plus grands écarts se situent dans les zones d'emploi de Bollène-Pierrelatte (+13,8%) et Oyonnax (-6,7%).

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(2ème trimestre 2026 - 2ème trimestre 2025)



Source : URSSAF - Effectifs salariés du secteur privé (hors agricole) ; données CVS

La dynamique de l'embauche

Suspension de la publication des séries des déclarations d'embauche

Suite à une anomalie technique survenue sur le formulaire en ligne en mars 2025, la classification des contrats (CDD/CDI) a été altérée. Par mesure de fiabilité, la publication des séries DPAE est temporairement suspendue et les données d'avril à septembre 2025 doivent être manipulées avec prudence. **Leur diffusion reprendra en 2027 après correction.**

3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage

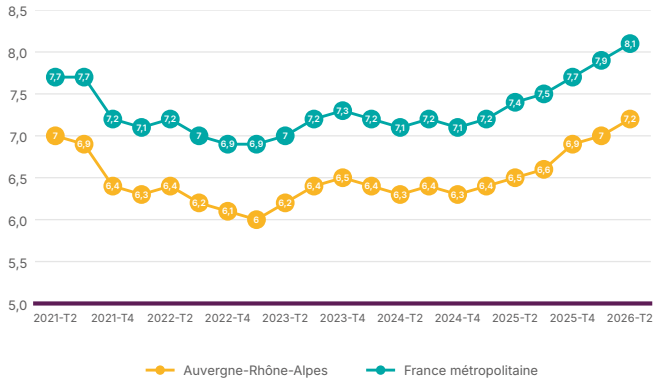
L'augmentation du taux de chômage accélère au 2ème trimestre de l'année

Au 2ème trimestre 2026, l'augmentation du taux de chômage accélère en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,2 point et 7,2%). Il dépasse ainsi les 7% pour le deuxième trimestre consécutif, ce n'est arrivé que quatre fois lors des six dernières années. Le taux de chômage en France métropolitaine évolue au même rythme pour concerner 8,1% de la population active, son plus haut taux depuis 2021.

L'ensemble des régions françaises a connu une augmentation de son taux de chômage au 2ème trimestre 2026 (+0,2 point en moyenne). Auvergne-Rhône-Alpes demeure toujours la 4ème région française au taux de chômage le plus bas (derrière les Pays de la Loire, la Bretagne et la Corse).

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine

Unité : en % de la population active



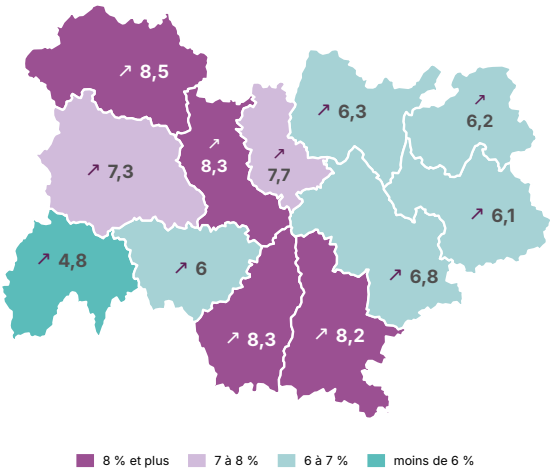
Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

L'ensemble des départements régionaux est concerné par cette augmentation, dans des proportions notables (de +0,3 à +0,8 point). L'Ain (+0,7 point et 6,3%), l'Allier (+0,7 point et 8,5%), le Puy-de-Dôme (+0,7 point et 7,3%) et le Rhône (+0,8 point et 7,7%) sont les plus concernés. Par ailleurs, quatre départements d'Auvergne-Rhône-Alpes ont plus de 8% de leur population concernée par le chômage (Drôme, Loire, Ardèche, Allier). Toutefois, la moyenne des départements en région (7%) demeure inférieure à la moyenne des départements français (8,3%).

La hausse qui touche l'ensemble des territoires illustre une dégradation progressive du marché du travail, avec des secteurs économiques fragiles, plutôt que la difficulté spécifique d'un bassin d'emploi. Toutefois, la région conserve une position légèrement favorable au niveau national.

Taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes par département au 2ème trimestre 2026

Unité : en % de la population active / ↗ : évolution du taux de chômage par rapport au trimestre précédent



Source : Insee, Taux de chômage localisé. Moyenne en Auvergne-Rhône-Alpes : 7,2 %

L'évolution de la demande et de l'offre d'emploi

Section rédigée par France Travail

Précautions de lecture

Depuis janvier 2025, l'inscription systématique de nouveaux publics dans le cadre de la loi pour le plein emploi modifie le champ des statistiques de France Travail. Les comparaisons temporelles doivent donc être interprétées avec prudence pendant la montée en charge du dispositif.

L'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions en juin 2025 modifie également les règles de maintien et de sortie des listes. Ces changements administratifs affectent les évolutions observées, qui ne peuvent être attribuées exclusivement à la conjoncture du marché du travail.

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription affecte la répartition des entrées selon leur motif, sans modifier le nombre d'inscrits par catégorie ni le nombre total d'entrées. Les évolutions par motif sont donc difficilement interprétables.

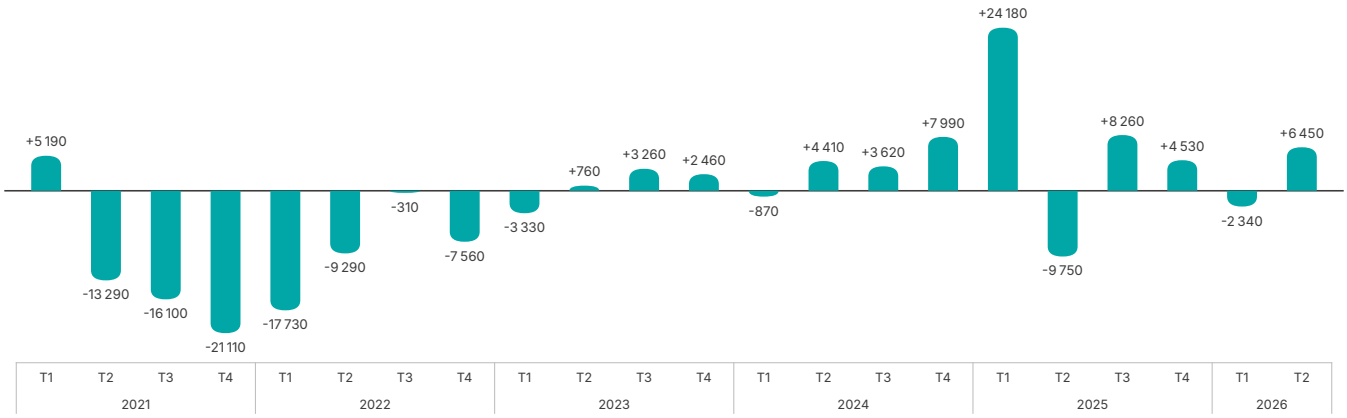
Les inscrits à France Travail ne se confondent pas avec les chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT). Ces statistiques ne mesurent pas le taux de chômage issu de l'enquête Emploi de l'Insee.

Une hausse de la demande d'emploi au printemps et sur un an

Au deuxième trimestre 2026, en Auvergne-Rhône-Alpes, 640 790 personnes étaient inscrites en moyenne à France Travail dans les catégories A, B et C, qui regroupaient les personnes tenues de rechercher un emploi. **Leur nombre a augmenté de +1,0 % par rapport au trimestre précédent, soit 6 450 inscrits supplémentaires, et de +2,7 % sur un an**, soit 16 900 personnes supplémentaires. Parmi elles, 349 210 étaient sans emploi (catégorie A), un effectif en hausse de +0,7 % sur le trimestre et de +2,9 % sur un an.

En France hors Mayotte, le nombre moyen d'inscrits en catégories A, B et C a atteint 5 801 500, en hausse de +1,3 % sur le trimestre et de +3,2 % sur un an. En catégorie A, les augmentations étaient respectivement de +0,8 % et de +3,1 %. Les hausses observées dans la région étaient ainsi légèrement inférieures à celles enregistrées au niveau national.

Évolution trimestrielle du nombre des inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2021



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC.

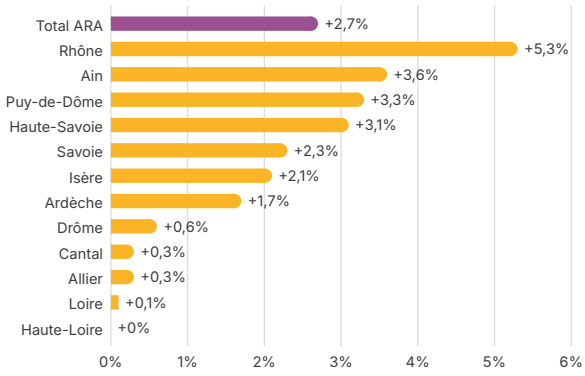
Une variation contrastée de la demande d'emploi départementale

Sur un an, le nombre d'inscrits en catégories A, B et C a augmenté dans onze des douze départements de la région et est resté stable en Haute-Loire. Les hausses s'échelonnent de +0,1 % dans la Loire à +5,3 % dans le Rhône.

En catégorie A, les évolutions annuelles sont plus contrastées. Le nombre d'inscrits a diminué dans le Cantal (−1,9 %), la Drôme (−0,9 %) et la Haute-Loire (−0,7 %). Il a progressé dans les neuf autres départements, avec des hausses allant de +0,2 % dans la Loire à +5,9 % dans le Rhône.

Évolution annuelle de la demande d'emploi en catégorie ABC

Unité : en % au 2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025



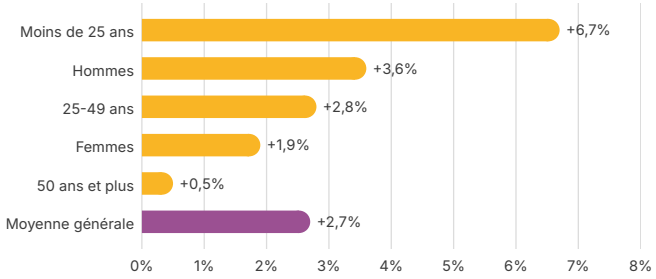
Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC.

Une hausse de la demande d'emploi uniforme par tranche d'âge et par sexe

Sur un an, la hausse des inscrits en catégories A, B et C a concerné les femmes comme les hommes et toutes les tranches d'âge. Elle était plus marquée chez les hommes (+3,6 %, contre +1,9 % chez les femmes) et chez les moins de 25 ans (+6,7 %, contre +2,8 % chez les 25 à 49 ans et +0,5 % chez les 50 ans ou plus). En catégorie A, le nombre de jeunes inscrits avait augmenté de +6,1 %, tandis que celui des 50 ans ou plus avait légèrement reculé (−0,5 %).

Évolution sur un an du nombre d'inscrits à France Travail en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique

Unité : en % au 2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en orange, données brutes en mauve.

Encadré n°3 : Carte d'identité du demandeur d'emploi inscrit en catégorie A en Auvergne-Rhône-Alpes

327 521 inscrits à fin juin 2026 - données brutes

- 15 % avaient moins de 25 ans (contre 15 % au niveau national).
- 26 % avaient plus de 50 ans (contre 26 % au niveau national).
- 49 % étaient des femmes (contre 49 % au niveau national).
- 49 % étaient de niveau infra-Bac (contre 51 % au niveau national).
- 10 % étaient cadres (contre 10 % au niveau national).
- 34 % déclaraient accepter une mobilité géographique de plus de 30 km (contre 41 % au niveau national).
- 15 % bénéficiaient du RSA (contre 20 % au niveau national).
- 17 % étaient inscrits suite à une fin de CDD (contre 16 % au niveau national).
- 37 % étaient inscrits en continu depuis plus d'un an en catégories A, B ou C (contre 40 % au niveau national).
- 27 % résidaient dans le département du Rhône.

Les offres d'emploi toujours en baisse au 2ème trimestre 2026

Au 2ème trimestre 2026, France Travail a collecté 111 800 offres d'emploi sur la région en baisse de 4,0 % par rapport au 2ème trimestre 2025. En cumul sur les douze derniers mois, le nombre d'offres enregistré par France Travail Auvergne-Rhône-Alpes est de 427 000.

Pour aller plus loin

Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes».

Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur Via-Competences.fr - Veille conjoncturelle

Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope,** un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.

Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

> **Altares,** Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2ème trimestre 2026, juillet 2026, 21 p.
> **AURA Entreprises**, Synthèse conjoncturelle régionale n°14, 33 p.
> **Banque de France,** Projections macroéconomiques pour la France, 16 septembre 2026, 7 p.
> **Banque de France**, Tendances régionales, Avril, Mai, Juin, 2026.
> **BPI**, La création d'entreprise en Auvergne-Rhône-Alpes, Chiffres de juin 2026, Fiche statistique, 10 p.
> **CCI**, Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes TPE-PME, Repères économiques Auvergne-Rhône-Alpes, septembre 2026, 8 p.
> **DREETS,** Note de conjoncture 2ème trimestre 2026, Auvergne-Rhône-Alpes, 27 p.
> **DRFIP,** Eco News Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, N°3, septembre 2026, 2 p.
> **INSEE,** Note de conjoncture, Vigilance orange sur la croissance, 10 septembre 2026, 74 p.
> **INSEE,** Informations rapides N°212, Au deuxième trimestre 2026, le PIB est stable (+0,0% après -0,2%) et le pouvoir d'achat des ménages recule nettement (-0,6% par unité de consommation), Comptes nationaux trimestriels, 28 août 2026, 4 p.
> **INSEE,** Une activité en recul, un marché du travail sous tension, Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes, n°53, septembre 2026, 2 p.
> **URBALYON**, Observatoire Partenarial Économie Emploi Insertion, Regard sur l'économie et les entreprises lyonnaises n°71, Le marché du travail se dégrade, août 2026, 16 p.
> **URSSAF,** Les effectifs salariés du secteur privé sont encore en léger recul au 2ème trimestre 2026 en Auvergne-Rhône-Alpes, septembre 2026 – N°61, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (par ex. 2ème trimestre 2026 par rapport au 2ème trimestre 2025).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Magrit. Une discrétisation de type standardisation a été mobilisée pour mettre en avant les valeurs extrêmes de la distribution symétrique. La gradation harmonique a elle été choisie pour bien opposer les valeurs négatives et positives.

Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation :** Cédric CABANEL (Via Compétences), Régis PERNON (Banque de France), Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail) & Magali Venzac et Quitterie Messaut (Urssaf Auvergne et Rhône-Alpes), avec l'appui de Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences)

Mise en page et communication : comète • **Date de publication :** Novembre 2026 • **Email contact :** contact@via-competences.fr